

Quel rôle peuvent avoir les modes de communication, d'information et l'éthique sur la transparence et l'exemplarité de la démocratie ?



Intro:

Les fondements de notre démocratie font face à de nombreux changements qui sont déterminés par les modes de communication, l'accès à l'information et les pratiques éthiques des acteurs politiques. Les médias traditionnels font face à des contraintes financières et politiques et à la nécessité de rester pertinents dans un environnement saturé d'informations. Parallèlement, les médias sociaux sont devenus un acteur important, offrant une plateforme d'expression individuelle et sans limites ce qui présente des défis concernant la transparence des informations. La communication gouvernementale a acquis de nouvelles dimensions, s'imposant comme un atout pour gérer la perception du public et renforcer la confiance du public. Malgré l'influence des moyens de communication, l'accès à l'information est important pour une démocratie exemplaire. Alors que le droit fondamental du public à l'information est confronté à la désinformation, les médias et les reportages d'investigation sont essentiels pour distinguer les faits réels de la fiction. En même temps, la responsabilité des citoyens de diffuser l'information est un élément important dans la construction d'une société participative et stable. La coopération internationale offre la possibilité d'établir des normes démocratiques universelles et présentant des bases stables à tout parti politique.

Sommaire.

Introduction.

I. Les modes de communication dans la démocratie transparente

- A. Les médias traditionnels : Entre contraintes et potentiels
- B. L'influence grandissante des médias sociaux
- C. Les enjeux de la communication gouvernementale

II. L'information comme pilier de la démocratie exemplaire

- A. L'accès à l'information : Un droit fondamental
- B. Les médias d'investigation et le journalisme d'investigation
- C. La responsabilité des citoyens dans la diffusion de l'information

III. L'éthique politique au service de l'exemplarité

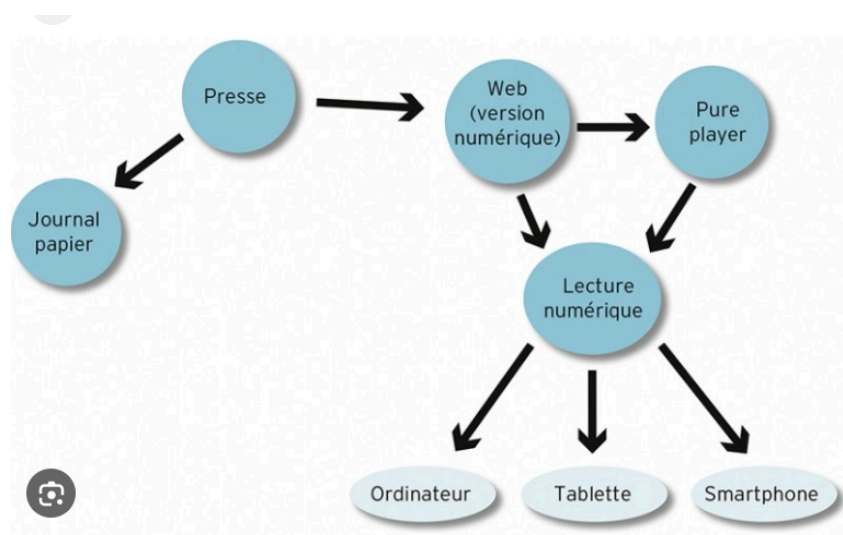
- A. La moralité des acteurs politiques
- B. La réforme du financement des campagnes électorales
- C. La coopération internationale pour une démocratie exemplaire

Conclusion.

I. Les modes de communication dans la démocratie transparente

A. Les médias traditionnels : Entre contraintes et potentiels

Le XXe siècle représente l'époque la plus influencée par les journaux et magazines, mais la montée d'Internet au XXIe siècle a transformé radicalement les médias disponibles (ensemble des médias disponibles dans une région, englobant presse, télévision, radio, médias en ligne et réseaux sociaux). Ils reflètent la diversité des sources d'information et des plateformes de communication, variant selon la liberté de la presse, la technologie et les politiques gouvernementales. Son évolution rapide est souvent influencée par les nouvelles technologies. Ainsi, la presse écrite a traversé des époques variées, façonnée par des facteurs technologiques, culturels et sociaux tout au long de son histoire.



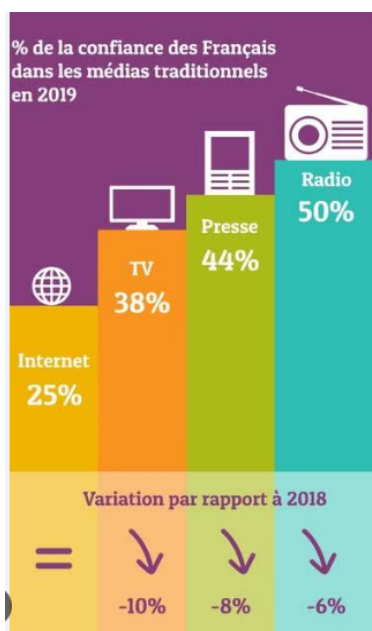
La transparence politique fait référence au fait de rendre les processus et les décisions politiques accessibles au public. Cela implique le fait de fournir des informations claires, complètes et compréhensibles sur les activités du gouvernement, les prises de décisions, les politiques, les dépenses publiques...

L'objectif de la transparence politique est d'instaurer une responsabilité, de renforcer la confiance du public dans les institutions gouvernementales et de permettre aux citoyens de participer de manière libre et en confiance au processus démocratique. Elle inclut la divulgation d'informations, la facilitation de l'accès aux documents publics, la mise en place de mécanismes de surveillance indépendants, et la promotion de la participation citoyenne. La transparence politique est considérée comme un élément essentiel d'une gouvernance démocratique et efficace, car elle favorise la responsabilisation des gouvernements envers leurs citoyens. Cela permet également de prévenir la corruption en exposant les activités gouvernementales au public (les citoyens).

La presse écrite exerce un impact significatif sur la transparence politique en jouant le rôle essentiel de surveillant des institutions gouvernementales. Les médias, parmi lesquels la presse écrite occupe une place importante, enquêtent sur les décisions politiques, exposent les pratiques gouvernementales et mettent en lumière les actions des responsables politiques. En sensibilisant le public et en encourageant l'engagement civique, la presse écrite joue un rôle clé dans la transparence en démocratie. Sa capacité à exposer la corruption et à diversifier les perspectives, renforce son importance dans la préservation d'une gouvernance ouverte et responsable.

Depuis 1945, la télévision connaît un grand succès aux États-Unis. Le nombre de téléviseurs augmente, passant de 30 000 en 1947 à 4 millions en 1952. Au début des années 1960, 88 % des familles américaines sont équipées, marquant un changement dans les habitudes de consommation médiatique pour s'informer. Cette montée de spectateurs de télévision entraîne une transformation importante dans la manière de diffuser l'information, mettant l'image au centre de la communication et donc par la suite l'image politique et démocratique.

Un facteur important a eu lieu le 26 septembre 1960, avec le premier débat télévisé lors d'une campagne électorale opposant le vice-président Richard Nixon et le sénateur John F. Kennedy. Avec 74 millions de téléspectateurs, Kennedy remporte l'élection présidentielle.

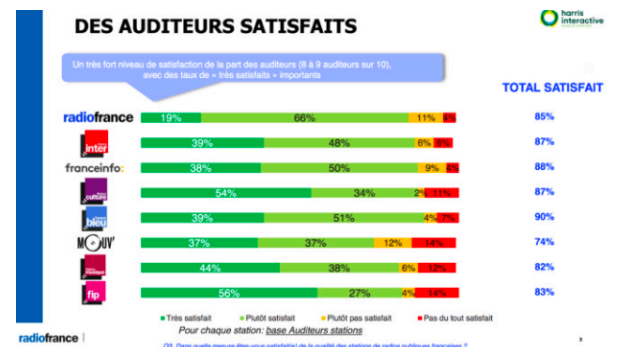


La radio a joué un rôle fondamental en tant que moyen d'accès à l'information politique depuis ses débuts au XXe siècle. En donnant aux citoyens une connexion directe entre les citoyens et les événements en temps réel, la radio a donc fourni une accessibilité à tout public pour suivre les développements politiques. Grâce à sa capacité à diffuser des nouvelles en temps réel, la radio permet aux auditeurs de rester informés à tout moment. Les programmes politiques spécialisés, proposant des débats, des interviews, des analyses etc, contribuent à enrichir les auditeurs. De plus, la radio peut servir de plateforme pour encourager l'engagement civique d'un pays en proposant des discussions sur la politique, les

élections et les problèmes sociaux. Bien que d'autres médias aient proposé des options à l'accès d'information politique, la radio reste en 2018 le moyen le plus utilisé en France comparé à internet, la télévision, et la presse. De plus, la radio est accessible pour les individus particulièrement dans des régions où d'autres formes de médias pourraient ne pas être aussi disponibles ou accessibles. Les auditeurs sur les premières radio française sont presque tous satisfaits

B. L'influence grandissante des médias sociaux

Les médias sociaux sont des acteurs majeurs au sein de la politique, en définissant la manière dont l'information circule et en ayant une forte influence sur les dynamiques démocratiques. De cette notion découlent des questions cruciales concernant le rôle des modes de communication, d'information et de l'éthique sur la transparence et l'exemplarité de la démocratie.



Les réseaux sociaux ont transformé la manière dont les acteurs politiques communiquent avec le public. Même si les discours officiels demeurent dans les médias traditionnels tels que la télévision ou des articles de presse, la communication politique s'est déplacée vers des plateformes telles que Twitter, Facebook, Instagram mais aussi Tiktok. Les politiciens utilisent désormais ces plateformes pour interagir directement avec les citoyens, particulièrement les plus jeunes, ce qui rend la politique plus accessible et personnalisée. Cependant, cette accessibilité soulève des questions sur la transparence des informations partagées et sur la capacité des plateformes à réguler la désinformation. En effet, il est maintenant courant de voir passer dans les fils d'actualité des réseaux sociaux des personnages politiques tels que Jordan Bardella ou le président Emmanuel Macron. En utilisant ces plateformes, la politique devient accessible à tous mais aussi synonyme de "divertissement". Cela souligne donc un certain danger d'information car en redonnant une image à la politique, elle peut par la suite devenir une source de corruption et donc de désinformation.

La viralité de l'information sur les médias sociaux peut avoir des conséquences profondes sur la démocratie. Les fausses informations se propagent rapidement, influençant les opinions publiques et pouvant modifier le processus démocratique.



Les campagnes politiques exploitent la viralité pour diffuser des messages ciblés, ce qui suscite des inquiétudes concernant la manipulation de l'opinion publique. Certains politiciens tels que Donald Trump sont d'ailleurs une preuve de la dangerosité de la désinformation des

réseaux sociaux. En effet, Twitter avait interdit au compte de campagne de Donald Trump (@TeamTrump) de continuer à fonctionner tant qu'il n'aurait pas retiré une vidéo dans laquelle il avait assuré que les enfants ne sont presque pas susceptibles d'attraper le Covid-19, tout ça en pleine crise sanitaire. Les sources d'information deviennent un enjeu crucial pour maintenir une certaine transparence des processus démocratiques et garantir une information fiable aux citoyens. Ces nouvelles plateformes de communication donnent naissance à une certaine désinformation et manipulation qui sont propres aux plateformes en ligne, aux réseaux sociaux. Les faux comptes, les bots et les campagnes de désinformation organisées peuvent influencer les conversations politiques, semant la confusion. Les réseaux sociaux sont confrontés au défi de détecter et de contrôler ces activités tout en respectant la liberté d'expression. La responsabilité éthique des entreprises technologiques devient donc un élément central pour préserver la transparence de la démocratie.

La question centrale de l'impact des médias sociaux sur la transparence et l'exemplarité de la démocratie nécessite une réflexion approfondie. Les réseaux sociaux offrent un potentiel immense pour renforcer la participation citoyenne, mais ils présentent également des risques significatifs liés à la désinformation et à la manipulation. Face à ces défis, il devient impératif d'instaurer des mécanismes de régulation et de responsabilité, encourageant ainsi une démocratie transparente et exemplaire.

C. Les enjeux de la communication gouvernementale

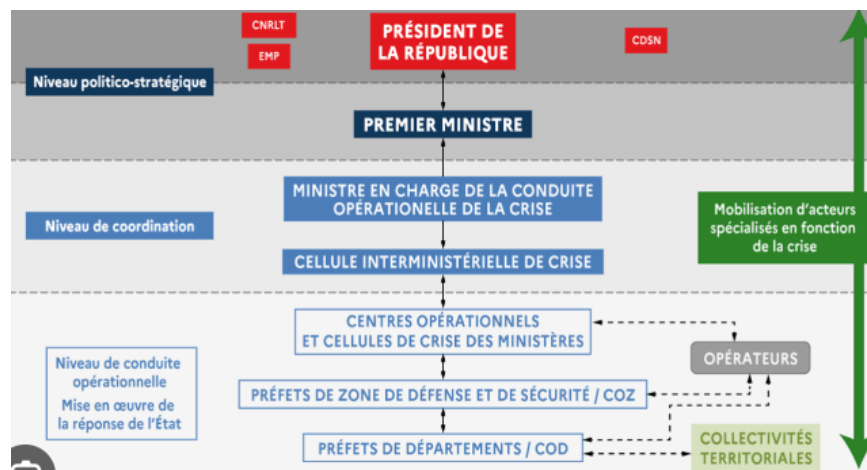
Les conférences de presse jouent un rôle important dans la promotion de la transparence au sein des institutions et des organisations. En tant que plateformes de communication formelles, ces événements permettent la diffusion d'informations officielles telles que des annonces gouvernementales, des résultats de recherche et des changements importants. Un aspect important de leur rôle est de donner aux journalistes la possibilité de poser des questions directes et de promouvoir la compréhension des questions couvertes. Cette interaction directe contribue à renforcer la confiance du public en démontrant un désir de transparence et de responsabilité. Les conférences de presse représentent également une fonction éducative en offrant aux experts l'occasion d'expliquer des sujets complexes au public. Cependant, leur utilité dépend de l'intégrité des personnes impliquées, de la qualité des informations fournies et de la gestion des questions difficiles, car une utilisation stratégique peut compromettre l'objectif de transparence.

Dans une situation caractérisée par une crise de confiance dans les médias, les journalistes soulignent l'importance d'une transparence complète. Cette exigence de transparence est ancrée dans les documents qui réglementent la pratique du journalisme, tels que les certificats professionnels, les documents internes des entreprises médiatiques ou les lignes directrices de bonnes pratiques journalistiques. Ces normes et principes renforcent la confiance du public en garantissant une communication honnête.

La communication gouvernementale est essentielle pour faire face aux crises politiques, car elle représente un élément essentiel pour informer et restaurer la confiance du public. Les autorités confrontées à des crises doivent développer des stratégies de communication

réfléchies pour réagir lorsque des crises politiques surviennent. Premièrement, la transparence se positionne comme l'une des fonctions les plus importantes. Pour maintenir la confiance du public, il est essentiel de fournir des informations claires et précises sur la crise, les mesures prises et les projets futurs.

Les gouvernements doivent faire preuve d'empathie et de compréhension face à des préoccupations du public tout en communiquant de manière rassurante. Les communications gouvernementales devront évoluer à mesure que la crise évolue. Des mises à jour régulières, l'adaptation à l'évolution de l'actualité et la correction des informations fausses sont des éléments essentiels pour maintenir la crédibilité pendant une crise.



Plusieurs problèmes peuvent cependant surgir dans la communication au sein d'une organisation pour favoriser une performance exemplaire. Si ce que dit une institution ne correspond pas à ce qu'elle fait, les citoyens ne les croiront pas. L'authenticité est nécessaire pour gagner la confiance. Les messages sont compris différemment par différentes personnes. La communication peut ne pas être efficace si l'institution ne connaît pas la personne avec laquelle elle s'adresse. Pour surmonter ces problèmes, il est important d'être transparent, fiable et cohérent dans les modes de communication et informations émises.

II. L'information comme pilier de la démocratie exemplaire

A. **L'accès à l'information : Un droit fondamental**

Avec une omniprésence des médias sociaux, l'accès à l'information s'affirme comme un droit fondamental, crucial pour le bon développement des démocraties contemporaines.

Les lois sur la transparence, lorsqu'elles sont bien conçues et mises en œuvre, jouent un rôle important dans la structure de la démocratie. Pour exemple, la loi américaine sur la liberté de l'information (Freedom of Information Act, FOIA), permet aux citoyens américains mais



aussi du monde entier d'accéder à des informations détenues par le gouvernement. Cela favorise une compréhension plus approfondie des actions gouvernementales. Un autre exemple peut être la loi suédoise de 1766 qui a levé la censure sur la presse en même temps qu'elle a donné accès aux documents administratifs, juridictionnels et parlementaires. Cela assure donc une pleine transparence sur la démocratie au sein de ces pays, rendant donc l'information fiable et vérifiée. Elle permet de même aux citoyens et aux organisations de surveiller les actions gouvernementales, ce qui favorise la confiance politique au sein d'un pays.

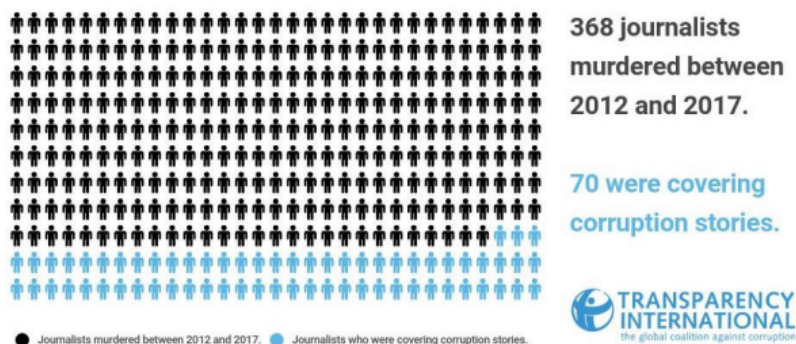
Les médias sociaux représentent des outils puissants pour lutter contre la censure. Un exemple significatif est le rôle des réseaux sociaux dans le "Printemps arabe" où les citoyens ont utilisé des plateformes comme Twitter et Facebook pour contourner les médias "traditionnels" censurés, et partager des informations sur les manifestations et les abus gouvernementaux. Ces moyens d'information ont permis de mobiliser de nombreux individus et ont mis en avant le potentiel des médias pour promouvoir la liberté d'expression et l'accès à l'information. Cependant, certaines limites ont pu être observées car la vieille garde a affirmé qu'il serait naïf de croire que le monde virtuel de Facebook pouvait avoir une incidence à long terme sur la vie "réelle" (les manifestations du printemps arabe).



B. Les médias d'investigation et le journalisme d'investigation

Les enquêtes journalistiques jouent un rôle important dans la révélation de la corruption en révélant les actes répréhensibles, les abus de pouvoir et les mauvaises conduites au sein des institutions publiques et privées. Ces enquêtes permettent aux journalistes d'approfondir les faits, de rassembler des preuves et de présenter des informations précises au public. Les reportages d'investigation contribuent à sensibiliser le public en révélant les pratiques de corruption, en suscitant des débats sur la transparence et en faisant pression sur les autorités pour qu'elles prennent des mesures contre les responsables. Les enquêtes journalistiques mettent souvent au jour des affaires de corruption qui auraient été cachées et révèlent des scandales. En dénonçant ces pratiques, les journalistes peuvent contribuer à renforcer la responsabilité et à promouvoir une culture de responsabilité. De plus, les enquêtes journalistiques fournissent souvent des informations importantes aux forces de l'ordre, facilitant ainsi les poursuites contre les personnes impliquées dans des actes condamnés.

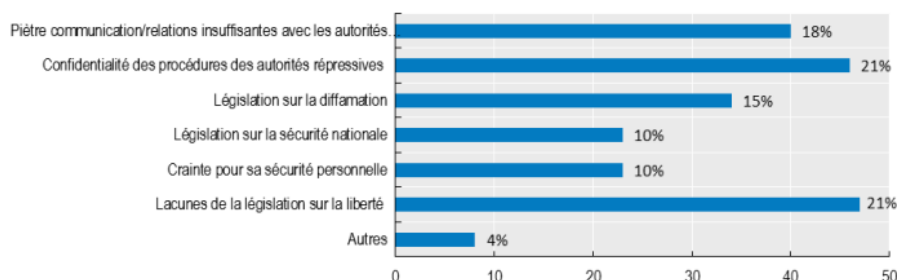
Graphique 2. Journalistes assassinés entre 2012 et 2017 qui enquêtaient sur les faits de corruption



Cependant, la mort de journalistes enquêtant sur la corruption est une réalité, illustrant les dangers du journalisme d'investigation. Ces professionnels risquent leur vie pour exposer la vérité aux citoyens, souvent confrontés à des

menaces et des violences, voire à des assassinats. Ces attaques mettent non seulement en danger la sécurité des personnes, mais aussi la liberté de la presse et la démocratie. Il est important que la communauté internationale et les gouvernements travaillent ensemble pour assurer la protection des journalistes, leur permettant de poursuivre leurs enquêtes sans crainte, et poursuivre les responsables en justice.

Graphique 4. Principaux obstacles aux enquêtes sur la corruption et à la publication d'articles ou de reportages sur ce fléau



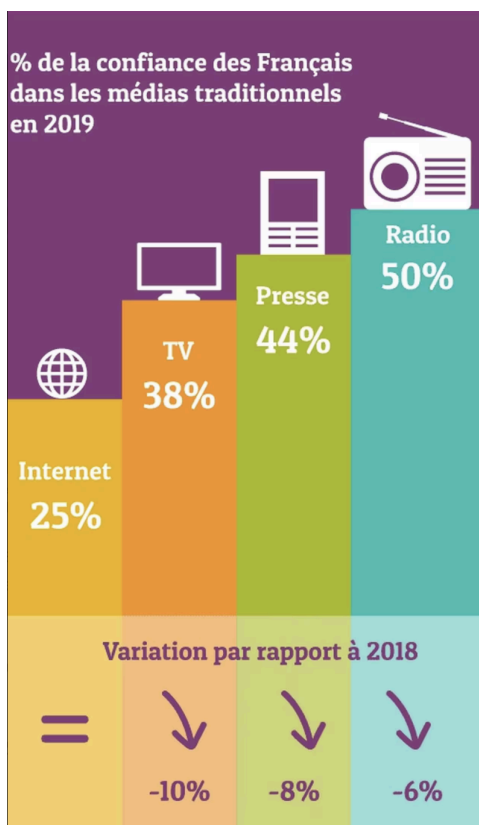
De plus, le journalisme d'investigation est confronté à des défis majeurs et à des risques importants. Les journalistes peuvent être confrontés à des représailles physiques, à des contraintes

financières qui limitent les enquêtes approfondies, à des pressions politiques et économiques qui compromettent l'indépendance journalistique et à des difficultés à protéger leurs sources. Malgré ces obstacles, les reportages d'investigation restent importants pour dénoncer la corruption et promouvoir la transparence. Pour relever ces défis, il est important de renforcer la protection des journalistes.

Le journalisme d'investigation a remporté de grand succès dans la lutte contre la corruption. Par exemple, l'affaire Watergate aux États-Unis, l'Opération Mains Propres en Italie, la révélation des Panama Papers, l'affaire Odebrecht en Amérique latine, les Gupta Leaks en Afrique du Sud et les Luanda Leaks en Angola. Ces enquêtes ont exposé des scandales, mené à des arrestations et déclenché des réformes, démontrant l'impact positif du journalisme dans la promotion de la transparence et de la responsabilité.

C. La responsabilité des citoyens dans la diffusion de l'information

De nos jours, les médias sociaux sont des transmetteurs majeurs d'information. Les citoyens détiennent une certaine responsabilité dans la diffusion de ceux-ci, leur participation représente un aspect crucial pour la démocratie transparente et exemplaire. L'éducation à la



citoyenneté est la base de la responsabilité des citoyens dans une démocratie. Les programmes éducatifs peuvent fortifier les individus contre la désinformation (savoir distinguer les bonnes informations des fake news par exemple) en évaluant les sources et en comprenant les médias. Les individus sont de plus en plus méfiants face aux informations transmises par les médias, plus particulièrement ceux d'internet. Pour instaurer une confiance face à cela, des initiatives éducatives telles que Media Literacy Now aux États-Unis cherchent à intégrer l'éducation aux médias dans les programmes scolaires pour développer une population informée et responsable. Cela contribue à construire une société capable de faire la distinction entre les informations fiables et fausses, contribuant ainsi à la transparence future de la démocratie. Face à la propagation de fausses informations, les efforts de vérification des faits sont devenus un symbole important pour la démocratie. Des organisations indépendantes telles que le site français "Les Décodeurs" se consacrent au fact-checking pour séparer les faits de la fiction. Ces efforts contribuent à

protéger les individus de la désinformation en leur fournissant les éléments nécessaires pour vérifier l'authenticité des informations qu'ils perçoivent. En aidant à éclaircir l'origine et le contenu des fausses informations, nous, citoyens, renforçons notre responsabilité d'établir une politique démocratique qui serait exemplaire (complètement transparente). Les mouvements citoyens, qui sont alimentés et en partie conditionnés par les réseaux sociaux, deviennent des acteurs essentiels de la transparence démocratique. Le mouvement Black Lives Matter a, pour exemple, mobilisé les citoyens pour lutter contre le racisme au sein des sociétés, et plus particulièrement aux États-Unis. Les manifestations et mouvements qui se sont développés sur les réseaux sociaux ont mis en lumière des problèmes souvent ignorés dans le passé. Ce mouvement a démontré le pouvoir que détiennent les citoyens dans l'influence du débat public et donc forcément en lien avec les institutions politiques démocratiques.

La responsabilité des citoyens dans la diffusion de l'information est essentielle à une démocratie transparente et exemplaire. L'éducation civique, les efforts de vérification des faits et le rôle des mouvements citoyens présentent la nécessité d'une participation active de la société pour parvenir à une démocratie stable et sans corruption.

III. L'éthique politique au service de l'exemplarité

A. La moralité des acteurs politiques

Un **SYSTÈME** d'intégrité cohérent et global



Engagement

Le sommet de la hiérarchie élabore les cadres juridiques et institutionnels nécessaires et montre l'exemple par une conduite individuelle irréprochable.



Responsabilités

Les entités du secteur public se coordonnent efficacement, avec des responsabilités bien définies. Le partage des tâches est clair.



Stratégie

À partir de données et d'indicateurs d'évaluation et à la lumière des risques effectifs pour l'intégrité, une stratégie est élaborée pour définir des objectifs et des priorités.



Normes

Les règles et les valeurs du secteur public sont reflétées dans la réglementation et dans les politiques institutionnelles, et elles sont clairement énoncées.

L'intégrité en tant que critère de sélection des représentants politiques est essentielle au renforcement de la démocratie et de la confiance

du public. Les représentants politiques honnêtes s'engagent généralement dans la gestion transparente des affaires publiques en insistant sur la divulgation des informations pertinentes et la lutte contre la corruption. Leur tendance à prendre des décisions fondées sur des principes plutôt que sur des aspects personnels contribue à une politique publique plus juste. En tant que modèles politiques, ces dirigeants politiques influencent positivement le comportement des citoyens et mettent en avant un bon comportement. Leurs choix peuvent contribuer à la stabilité politique en augmentant la confiance du public dans le système politique.

Les mécanismes de contrôle éthique au sein des organisations sont essentiels pour établir la transparence et l'intégrité. La création d'un code éthique donne des règles claires aux membres de l'institution et fixe des standards de conduite concernant les conflits d'intérêts, la confidentialité et les décisions éthiques. Les programmes de formation à l'éthique complètent ces systèmes en sensibilisant les membres à des questions spécifiques liées à leurs responsabilités, tandis que les moyens de lancement d'alerte tels que les lignes d'assistance téléphonique en matière d'éthique encouragent le signalement confidentiel de comportements contraires à l'éthique. Le fait d'avoir une personne de confiance, telle qu'un médiateur, offre

aux membres un canal confidentiel pour évoquer leurs préoccupations. De plus, la responsabilité publique est renforcée grâce à des rapports annuels et des réunions publiques.

5 PRINCIPES DE COMPORTEMENT

- L'engagement professionnel
- Le respect des personnes
- L'intégrité
- La loyauté
- La solidarité

Les principes de comportement sont les bases fondamentales unissant les dirigeants et les collaborateurs.

4 PRINCIPES D'ACTION

- Le respect de la légalité
- Le respect de l'environnement
- Le respect de la santé et de la sécurité au travail
- Le respect des droits des collaborateurs

Ces principes d'action régissent les actions de tous les dirigeants et de tous les collaborateurs, dans l'exercice de leur fonction.

Les sanctions pour comportement contraire à l'éthique varient en fonction des normes éthiques établies, des institutions et des entreprises. Un comportement contraire à l'éthique peut entraîner des sanctions, notamment des avertissements, une suspension ou un licenciement. Légalement,

les poursuites peuvent entraîner des amendes, des peines d'emprisonnement ou d'autres sanctions légales. Les individus reconnus coupables peuvent également faire l'objet de sanctions professionnelles, notamment avec une exclusion temporaire ou permanente du travail, révocation de certificats et même atteinte à la réputation. Un comportement contraire à l'éthique peut entraîner des sanctions sociales telles que la méfiance du public. Par ailleurs, des réparations peuvent être ordonnées pour indemniser les victimes. Il est essentiel que ces sanctions soient proportionnées à la gravité de l'infraction et appliquées équitablement.

B. La réforme du financement des campagnes électorales

Dans le contexte démocratique d'aujourd'hui, le questionnement sur les aspects du financement des campagnes électorales se présente comme un enjeu central pour garantir la transparence et l'exemplarité de la démocratie.

Le financement parfois douteux des campagnes électorales engendre des risques majeurs pour la démocratie. Les grandes sommes d'argent provenant de sources non divulguées peuvent fortement influencer les résultats des élections, favorisant ainsi des intérêts particuliers pour certains partis politiques. Par exemple, aux États-Unis, le phénomène des "Super PACs" a permis à des groupes d'individus de dépenser des sommes pouvant aller jusqu'à plusieurs milliers d'euros, dans les campagnes sans avoir à révéler l'origine de leurs financements, créant ainsi un système politique favorable à la corruption. En France, l'ancien président Nikola Sarkozy a été mis en examen pour le financement illégal de ses campagnes. Les origines parfois douteuses du financement électoral touche tous les pays, mettant donc

Les trois mises en examen de Nicolas Sarkozy

AFFAIRE DES ÉCOUTES	COMPTES DE CAMPAGNE	FINANCEMENT LIBYEN
Mis en examen en juillet 2014 pour trafic d'influence et violation du secret de l'instruction. Il est soupçonné d'avoir promis un poste au magistrat G. Azibert, lors de conversations où il utilisait le nom de Paul Bismuth, en échange d'informations sur les avancées de la justice dans l'affaire Bettencourt. Nicolas Sarkozy a été entendu par les juges en juillet 2017, et pourrait être renvoyé devant un	Mis en examen en février 2016 pour financement illégal de sa campagne de 2012 et témoin assisté dans le volet des fausses factures entre l'UMP et la société Bygmalion. Il est soupçonné d'avoir sciemment dépassé le plafond de dépenses autorisé. Le 7 février 2017, il est renvoyé en en correctionnelle avec 13 autres personnes. Nicolas Sarkozy a fait appel de cette décision, qui doit être examinée	Mis en examen le 21 mars 2018 pour corruption passive, financement illégal de campagne électorale, recel de fonds publics libyens et placé sous contrôle judiciaire. Il est soupçonné d'avoir reçu de l'argent du régime de M. Kadhafi en 2007. Des documents sont publiés par Mediapart en 2012, avant l'ouverture d'une enquête en 2013. Z. Takieddine affirme lui avoir remis 2 millions

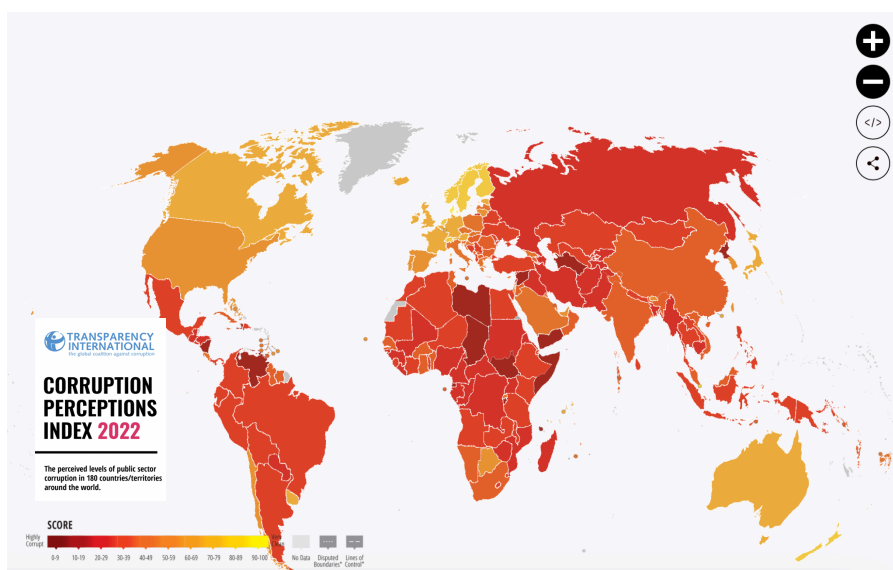


potentiellement en danger les fondements de la démocratie. Cependant, plusieurs solutions peuvent être énoncées pour instaurer une démocratie financièrement transparente: la régulation stricte du financement des campagnes, l'imposition de limites aux contributions individuelles (par exemple les "Super PACs" aux États-Unis) et l'obligation de divulguer l'origine des financements. En France, la loi sur la transparence de la vie publique

impose aux candidats politiques de divulguer leurs sources de financement, ce qui contribue en partie à rendre le processus électoral plus transparent et à limiter les risques de corruption. Les financements douteux et illégaux sont par la suite sanctionnés par la loi, comme le démontre l'exemple de Nikola Sarkozy. Certains pays, autres que la France, ont réussi à mettre en place des réformes significatives concernant le financement des campagnes électorales. Le Canada, par exemple, a mis en place des lois strictes régissant le financement politique, limitant les contributions individuelles et interdisant les contributions des entreprises et des syndicats. Ces lois ont permis de réduire l'influence de l'argent sur le processus électoral, et donc à créer un environnement favorable à la transparence au sein de la politique.

C. La coopération internationale pour une démocratie exemplaire

Dans un monde de plus en plus interconnecté (lié à la mondialisation), la coopération internationale représente un élément crucial pour promouvoir la transparence de la démocratie. Les alliances internationales, telles que Transparency International, sont essentielles dans la lutte contre la corruption à l'échelle mondiale. Ces organisations rassemblent des États et des entreprises dans une collaboration cherchant à promouvoir la transparence et à lutter contre la corruption. Le "Corruption Perceptions Index" (CPI) élaboré par Transparency International classe les pays en fonction de leur niveau de corruption perçue. Par exemple, la coopération internationale à travers ces alliances a permis de mettre en lumière des pratiques non transparentes, incitant les gouvernements à prendre des mesures



pour améliorer leur exemplarité démocratique. La France détenait un "score" de 72 en 2022 ce qui place le pays dans la partie relativement "armée" contre la corruption. Cependant, la France pourrait encore améliorer la transparence de ses médias dans le futur et garantir un accès à

l'information stable et vérifié.

Les mécanismes de surveillance transfrontaliers, tels que les missions d'observation électorale, sont déployés pour garantir l'intégrité des processus démocratiques à travers le monde. Des organisations internationales, comme l'Union européenne, envoient des missions d'observation dans différents pays lors des élections pour évaluer la transparence du processus électoral. Par exemple, ces mécanismes ont été cruciaux dans la détection d'irrégularités lors des élections, contribuant à renforcer la crédibilité des systèmes démocratiques. Cependant, la coopération internationale pour une démocratie exemplaire est confrontée à des limites. Les différences culturelles et les souverainetés nationales peuvent représenter un obstacle à une collaboration internationale. Par exemple, l'hésitation de certains gouvernements à partager des informations ou à accepter une surveillance extérieure peut restreindre l'efficacité de l'idée de coopération internationale. La coopération internationale est un moyen puissant pour encourager la transparence et promouvoir une démocratie exemplaire à l'échelle mondiale. Les alliances internationales et les mécanismes de surveillance transfrontaliers contre la corruption sont des exemples significatifs de cette coopération visant à instaurer une gouvernance plus ouverte. Il a été prouvé que cette collaboration avait un impact positif dans la lutte contre la corruption. Néanmoins, les limites

de cette coopération mettent en lumière la nécessité de surmonter les obstacles liés à la diversité des systèmes politiques et culturels. Les manières dont nous communiquons, dont l'information circule et dont nous agissons éthiquement, jouent un rôle important en facilitant un échange international, en favorisant une meilleure compréhension mutuelle (entre pays), et en renforçant certaines valeurs démocratiques communes.

Conclusion.

Pour conclure, l'exploration des liens entre modes de communication, d'information et éthique dans le contexte de la démocratie transparente met en lumière la complexité des dynamiques qui façonnent les sociétés actuelles. Les médias traditionnels, tels que la presse écrite, la télévision et la radio, sont des acteurs essentiels, même s'ils sont soumis à des contraintes et représentent de moins en moins des sources d'information pour les populations, plus particulièrement chez les jeunes individus. L'émergence des médias sociaux représente une nouvelle façon d'aborder la politique, avec une viralité de l'information qui peut aussi bien renforcer que compromettre la démocratie. La communication gouvernementale, à travers des conférences de presse et face aux crises, joue un rôle central, bien que des limites soient observables. Le droit fondamental concernant l'accès à l'information est un élément important de la démocratie exemplaire, avec des lois sur la transparence. Les médias d'investigation, malgré leurs défis, sont cruciaux dans la lutte contre la corruption. La responsabilité des citoyens, à travers l'éducation à la citoyenneté, le fact-checking et les mouvements citoyens est un élément essentiel à la transparence démocratique. Enfin, la dimension éthique met en lumière l'intégrité des acteurs politiques, évaluée comme critère de sélection et soumise à des mécanismes de surveillance éthique. La réforme du financement des campagnes électorales est un élément important concernant les risques liés à la corruption financière. La coopération internationale, à travers des alliances contre la corruption et des mécanismes transfrontaliers, peut être favorable aux démocraties stables, bien que des limites puissent être soulignées

Sources ayant servi à la réalisation de cet article:

- https://www.lemonde.fr/pixels/article/2020/08/06/facebook-retire-une-video-de-trump-jugee-mensongere-sur-la-pandemie-de-covid-19_6048249_4408996.html
- <https://www.cairn.info/revue-les-enjeux-de-l-information-et-de-la-communication-2013-2-page-3.htm>
- <https://www.tcl.com/fr/fr/blog/playbooks/history-of-tv#:~:text=La%20t%C3%A9l%C3%A9vision%20m%C3%A9canique%20a%20%C3%A9t%C3%A9,images%20anim%C3%A9es%20%C3%A0%20la%20t%C3%A9l%C3%A9vision.>
- <https://www.cairn.info/journalisme-de-television--9782804117139-page-53.htm>
- <https://www.maxicours.com/se/cours/la-television-vecteur-d-information-et-outil-politique/>
- <https://www.maxicours.com/se/cours/la-television-vecteur-d-information-et-outil-politique/>

- <https://www.cairn.info/revue-sens-dessous-2017-2-page-29.htm>
- <https://www.cairn.info/revue-l-ena-hors-les-murs-2021-7-page-49.htm>
- <https://lanouvellechronique.com/2021/03/07/la-communication-gouvernementale-enjeux-du-discours-et-de-la-construction-du-message/>
- <https://www.cap-com.org/quest-ce-que-la-communication-publique#:~:text=Enfin%20la%20communication%20gouvernementale%20vise,comme%20celui%20de%20la%20D%C3%A9fense.>
- <https://www.chemins-publics.org/articles/le-freedom-of-information-act-des-etats-unis-damerique-un-droit-dacces-aux-documents-administratifs-entre-developpement-automatique-centre-et-mondialisation>
- https://www.lemonde.fr/idees/article/2017/10/14/comment-internet-a-fait-les-printemps-arabes_5201063_3232.html
- <https://medialiteracynow.org/>
- <https://www.sortlist.fr/blog/communication-institutionnelle/>
- <https://www.manager-go.com/marketing/com-instit.htm>
- <https://www.oecd.org/fr/corruption/anti-corruption/Le-role-des-medias-et-du-journalisme-d-investigation-dans-la-lutte-contre-la-corruption.pdf>
- <https://www.transparency.org/en/cpi/2022/index/fra>
- <https://les-jours-heureux.fr/le-livre/la-vie-publique/democratie-sans-corruption/>
- https://medias.vie-publique.fr/data_storage_s3/rapport/pdf/034000027.pdf
- https://fr.wikipedia.org/wiki/Comit%C3%A9_d%27action_politique
- <https://rm.coe.int/CoERMPublicCommonSearchServices/DisplayDCTMContent?documentId=09000016806cc233>
- <https://www.oecd.org/gov/ethics/Recommandation-integrite-publique.pdf>
- <https://journals.openedition.org/ethiquepublique/2497>
- <https://www.cairn.info/revue-francaise-de-gestion-2008-6-page-53.htm>
- <https://acteurspublics.fr/articles/la-communication-est-un-moyen-de-legitimation-du-gouvernement-de-lautorite-du-pouvoir>